



Assemblée générale au théâtre d'Orléans (Loiret) occupé depuis le 12 mars par des professionnels de la culture.

laissées sans accompagnement, quel intérêt ? Les occupants demandent la prolongation de « l'année blanche » qui étend l'indemnisation des intermittents au 31 août, mais aussi son extension à d'autres précaires et le retrait de la réforme de l'assurance chômage.

Face à la précarité galopante

Mélanie Pons compte parmi les quelques guides-conférenciers qui se relaient pour occuper l'Odéon. Des châteaux de la Loire à Versailles, sa clientèle, touristique à 80 %, s'est évaporée. Rien n'est prévu pour prolonger ses droits au chômage, épuisés depuis six mois. « On puise dans les bas de laine qu'on gardait pour la retraite », regrette-t-elle. Elle juge que son activité pourrait être relancée, malgré les musées fermés. « Les services culturels des mairies pourraient nous solliciter pour monter des visites de quartiers, des expos en plein air... Les touristes étrangers seront les derniers à revenir, notre précarité va durer. » Maître d'hôtel dans l'événementiel, Claire Lacoste aura, elle, perdu ses droits fin mai. « Je ne pourrai plus payer mon loyer et pas déménager non plus, sans CDI ni argent pour la caution. » Des collègues ont déjà basculé vers le RSA, assure-t-elle, contraints de vendre voiture ou maison. Quand un confrère venu occuper l'Odéon lui a proposé de la remplacer, Claire Lacoste a dit oui. « On ne peut pas laisser les intermittents du spectacle se battre seuls, insiste-t-elle. On sent beaucoup de tristesse, de désignation en ce moment. On peut vite se sentir désespéré. Mais il n'y a pas besoin d'être militant de la première heure pour défendre ses droits. Ici, l'accueil est fabuleux. Je navigue entre les commissions pour voir comment ça marche. J'apprends beaucoup, à 50 ans ! »

Ce mot cruel de « non-essentiel »

À une centaine de kilomètres de là, Sophie, danseuse et art-thérapeute, figole une banderole au pochoir dans le hall du théâtre d'Orléans (Loiret). Elle est salariée d'une association, mais la crise sanitaire l'a faite basculer en chômage partiel. Le spectacle qu'elle pré-

pare risque de ne pas voir le jour avant 2022, au mieux. Le 12 mars, le Collectif unitaire des intermittents et précaires du Loiret (CUIP 45), constitué en grande partie de militants Snam-CGT et SUD Culture, a lancé l'occupation de la salle. Sophie n'a pas tardé à les rejoindre. « Ce mot cruel de « non-essentiel » nous a finalement rassemblés. On s'est fait passer le mot, entre artistes. Le but, c'est de s'organiser pour durer et pour cela, il faut que ça tourne. » Marseille, Lille, Nantes, Pau, Limoges... Le mouvement a essaimé dans près de cent salles en France. « Deux réunions par semaine en visio réunissent les lieux occupés. On défend aussi l'idée d'une coordination nationale qui pourrait se réunir chez nous », indique Sacha, clarinettiste. Les occupants d'Orléans « ont beaucoup travaillé à proposer un plan de relance du secteur qui bénéficierait aux salariés plutôt qu'aux structures », poursuit-il. Ils cherchent aussi à élargir la lutte, tisser des liens avec d'autres mondes, fédérer les colères.

À la différence de l'Odéon, le théâtre est ici ouvert au public. Il tolère l'occupation, « un soutien stratégique, pour la réouverture », sourit Sacha. La direction a validé un protocole d'occupation qui liste, entre autres, les mesures sanitaires. Chaque jour, des badauds passent une tête, entament des discussions, rompent pour certains leur isolement. Benoît, fonctionnaire, « aide à (sa) façon ». « Je ne suis pas précaire, mais je l'ai été, mes enfants le seront peut-être. Et ça permet de voir du monde, c'est déjà super. Ça fait des mois que je suis seul chez moi. J'assiste à toutes les AG, c'est beaucoup mieux que Netflix. » Ce vendredi-là, décrété comme chaque semaine jour de « colère », les occupants d'Orléans ont navigué entre une manifestation devant Pôle emploi, un rassemblement de soutien aux sans-papiers, un « temps d'éducation populaire » sur le droit du travail et la préparation des actions du week-end.

La démocratie au quotidien

Quelle que soit son issue, Sophie se sent déjà ragailleuse par l'expérience. « Jusque-là, je ne connaissais la démocratie que par les scrutins aux élections. Ici, on est plongés dans celle du débat, de la parole libre et respectée, s'enthousiasme-t-elle. Ça nous rappelle que tout part de là, de la base, sans laquelle on ne construit rien. » Dormir dans les travées du théâtre lui a également permis de « démythifier une certaine idée élitiste de la culture ». « Cet espace est aussi le nôtre. En fait, pour la première fois, je m'y suis sentie chez moi. »
Alexia Eychenne

1. Syndicat national des professionnels du théâtre et des activités culturelles - CGT.
2. Union nationale des syndicats d'artistes musiciens de France - CGT.

Des occupations essentielles

Lancée à l'Odéon, l'occupation des théâtres a gagné près de cent lieux en France. Au-delà de la culture, le mouvement revendique des droits sociaux pour tous les précaires et tente de fédérer les luttes. Reportage à Paris et à Orléans.

« Dans le sillage de l'occupation des ronds-points, nous occupons l'Odéon. Ce théâtre et cette place sont redevenus des lieux de rencontre et de partage, une tribune quotidienne où, depuis le 4 mars, s'expriment des luttes et des colères. » Les tracts sous forme de manifestes sont empilés face aux colonnes de marbre. Plus loin, des matelas adossés au mur, des vêtements de rechange, des encas en libre accès. Voilà près d'un mois que le foyer du théâtre de l'Odéon, dans le VI^e arrondissement de Paris, s'est mué en quartier général. Face au bar, la statue de Racine frôle du pied un sac de couchage. Celle de Corneille, un drapeau « Synptac-CGT ». Simon est entré dans le théâtre « par la

porte » quand une cinquantaine de personnes s'y sont introduites, dans la foulée d'une manifestation qui réclamait plus de soutien pour la culture. « C'était l'anniversaire des premières restrictions de jauge, relate le musicien, adhérent Snam-CGT ». Un petit groupe est venu ouvrir. La police a rapidement bloqué la place. Depuis, une partie des lieux, aux accès filtrés par des agents de sécurité, est occupée par des intermittents et d'autres professions aux statuts divers. « La relève s'organise deux fois par jour. Si quelqu'un entre, un autre doit sortir. » Simon est parti pour rester, malgré la fatigue et la vie spartiate : « On n'a qu'une douche pour 50... ». Il n'a joué que deux concerts depuis plus d'un an. « La ministre de la Culture dit : "Continuez à

créer." Ok, mais qui finance ? s'agace-t-il. Avec le Snam, on a réfléchi et déposé un projet de relance. Depuis, rien. On n'a même pas reçu un "non" du ministère. »

Commissions de travail et agoras de débats publics

Le quotidien du lieu est réglé comme du papier à musique. Dès 9 heures 30 se tiennent des commissions : communication, logistique et ravitaillement, etc. Puis une AG, pour préparer « l'agora » de 14 heures. Mars 2021 n'est pas Mai 1968 : les occupants n'ont pas accès à la grande salle, où Christophe Honoré, le metteur en scène, répète... Les débats avec le public se tiennent dehors. Les occupants participent depuis les fenêtres. Cet après-midi de mars, une centaine de per-

sonnes assistent aux discussions sur l'élargissement du mouvement. Les interventions s'enchaînent – pas plus de trois minutes chrono. On croise dans l'assemblée des artistes, des étudiants, un auteur de BD, un « gilet jaune », des militants pour les droits des chômeurs. Les revendications débordent de loin la culture. « Intermittents du spectacle, intermittents de l'emploi, même combat », résume une banderole. « On n'est pas contre une réouverture des salles, mais pas à n'importe quel prix, commente Simon. Si seules une ou deux personnes sur dix reprennent le travail et que les autres sont

« Continuez à créer ! Ok, mais qui finance ? Avec le Snam, on a réfléchi et déposé un projet de relance. Depuis, rien. On n'a même pas reçu un "non" du ministère »